



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la coordination des politiques
interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/IG

**Arrêté préfectoral imposant à la Société SITA NORD EST des
prescriptions complémentaires pour le changement
d'exploitant de son établissement situé à CURGIES**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le livre V du code de l'environnement, et notamment les articles R.516-1 et R. 512-31,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2008 autorisant la société SITA NORD EST à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de CURGIES (59990), rue du 11 novembre 1918 ;

Vu la demande de changement d'exploitant présentée le 27 mars 2015 complétée le 20 août 2015 par SITA NORD EST dont le siège social est situé Zone de l'Espace Européen de l'Entreprise, 17 rue de Copenhague à Schiltigheim (67300) en vue d'être autorisée à se substituer à SITA Nord pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de CURGIES,

Vu le rapport en date du 9 septembre 2015 de l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées),

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Nord lors de la séance du 20 octobre 2015,

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 6 novembre 2015,

Vu l'absence d'observations émises par le demandeur,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

Article 1^{er} :

Sous réserve des droits des tiers, SITA NORD EST, dont le siège social est situé 17, rue de Copenhague à SCHILTIGHEIM (67300), est autorisée à se substituer à SITA NORD pour l'exploitation de l'installation de

stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de CURGIES dont l'exploitation a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 décembre 2008.

Article 2 :

L'intégralité des droits et obligations édictées par les arrêtés préfectoraux susvisés s'appliquent au nouvel exploitant.

Article 3 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 5 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de CURGIES,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de CURGIES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de CURGIES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le

10 DEC 2015

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint

O. Mer GINEZ

